



CONVENTION D'OPERATION n°2025-57405
Epfl du Dauphiné | Commune de Chamrousse | Communauté de commune le Grésivaudan
Opération « Le Vernon »

Entre les Soussignés :

L'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné, représenté par son directeur en exercice, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du XXX XXXX, déposée en préfecture le XX XXX,

Ci-après dénommé « epfl du Dauphiné »

D'une part,

La commune de Chamrousse, collectivité garante, représentée par son maire en exercice, agissant en vertu d'une délibération n°XXXX, en date du XX XXX, déposée en préfecture le XX XXX,

Ci-après dénommée « collectivité garante »

Et

La communauté de communes le Grésivaudan, représentée par son président en exercice, agissant en vertu d'une délibération n°XXX, en date du XX XXXX, déposée en préfecture le XXX,

Ci-après dénommée « La communauté de communes le Grésivaudan »

Commenté [EJ1]: Laisser en jaune

Sommaire

TITRE I. PREAMBULE 3

TITRE II. CADRE CONVENTIONNEL 3

Article 1. Contexte général et objet de la convention..... 3

Article 2. Etudes préalables 3

Article 3. Dispositions concernant la communication des parties 3

Article 4. Convention de portages préexistantes..... **Erreur ! Signet non défini.**

Article 5. Durée et terme de la convention..... 4

TITRE III.L'OPERATION..... 4

Article 6. Projet et programme 4

Article 7. Périmètre d'intervention 4

Article 8. Organisation des acquisitions 4

Calendrier des acquisitions 4

Modalités d'acquisition..... 5

Article 9. Requalification foncière et immobilière 6

Article 10. Modalités de gestion transitoire..... 6

TITRE IV.CESSIONS des biens immobiliers..... 7

Article 11. Modalités de cession 7

Article 12. Bilan d'opération..... **Erreur ! Signet non défini.**

Article 13. Minoration foncière 7

Article 14. Paiement factionné et échelonné 9

TITRE V. AUTRES MODALITES 9

Article 15. Suivi de l'opération 9

Article 16. Résiliation anticipée10

Modalités de résiliation.....10

Effets de la résiliation.....10

Article 17. Litiges10

TITRE VI.ANNEXES..... 10

TITRE I. PREAMBULE

L'epfl du Dauphiné est un établissement public local foncier à caractère industriel et commercial chargé de missions de service public.

Conformément à l'article L324-1 du Code de l'urbanisme, l'epfl du Dauphiné réalise pour le compte de ses membres, collectivités adhérentes, des acquisitions foncières ou immobilières en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L. 221-1 et L. 221-2 et de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code précité.

Ainsi, l'epfl du Dauphiné intervient pour le compte de la collectivité garante en amont des opérations prévues par celle-ci, afin de constituer des réserves foncières, de requalifier le foncier, de faciliter la mise en œuvre de son projet. En outre, son action s'inscrit dans le cadre de son 5ème programme pluriannuel d'intervention (PPI), validé le 10 février 2022.

Les parties entendent définir leurs modalités d'intervention respectives afin de réaliser le projet, objet de la convention dans le respect du service public. La relation de coopération instaurée entre les parties se conclue par la présente convention opérationnelle.

Ceci étant exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

TITRE II. CADRE CONVENTIONNEL

Article 1. Contexte général et objet de la convention

La présente convention concerne une opération de réhabilitation de studios existants pour les transformer en T2 ou T3 au sein de la copropriété dénommée « Le Vernon » immatriculée sous le numéro SIRET n°04207605900015 sise sur la commune de Chamrousse. Dans ce cadre, la maîtrise publique de lots de copropriété est nécessaire.

L'Epfl du Dauphiné est chargé d'effectuer dans un premier temps des études préalables, d'acquérir des biens immobiliers, d'effectuer des travaux de proto-aménagement et de gérer ces biens. Puis, dans un second temps, l'epfl du Dauphiné est chargé de céder l'ensemble des biens en maîtrise foncière à un porteur de projet ou aux collectivités impliquées dans le portage, dans les conditions fixées par la présente convention.

Article 2. Etudes préalables

Une étude de faisabilité pour la transformation de cabines en appartements a été réalisée par le cabinet d'architecte « Studio 90 » à la demande de l'epfl du Dauphiné. Elle est mise à disposition des parties à la convention.

Les études nécessaires à l'acquisition seront intégrées au bilan de l'opération menée par l'epfl du Dauphiné.

Article 3. Dispositions concernant la communication des parties

L'epfl du Dauphiné s'engage, dans la communication relative aux opérations qu'il mène, à rappeler qu'il intervient pour le compte de collectivité garante, par exemple sur les panneaux de chantier, ainsi que la participation financière de celle-ci.

De même, lorsque la collectivité garante mènera à bien son projet sur un tènement ayant bénéficié de l'intervention de l'epfl du Dauphiné, la communication alors mise en place devra rappeler l'intervention de l'établissement et faire apparaître le montant de sa participation financière.

Par ailleurs, dans le cadre de leur partenariat, les parties s'engagent mutuellement à associer l'ensemble des cosignataires de la présente convention à toute manifestation ou évènement lié au projet commun.

Article 4. Durée et terme de la convention

La présente convention est conclue dans l'objectif de réaliser le projet **avant 2030**, l'année cible de sortie du projet et pour une **durée maximale de 10 ans**. La présente convention s'achève au terme de la durée précitée, à compter de la date de signature des parties.

Cette durée peut être prorogée par voie d'avenant.

Pendant toute la durée de la convention, l'epfl du Dauphiné assure le portage des biens acquis ainsi que le financement des dépenses opérationnelles réalisées dans le cadre de la requalification foncière.

TITRE III. L'OPERATION

Article 5. Projet et programme

Le projet d'intervention foncière porte sur 20 studios d'une superficie d'environ 18 m² à transformer en logements sur le marché libre.

Article 6. Périmètre d'intervention

Le périmètre d'intervention foncière porte sur l'assiette foncière de la copropriété sise sur la parcelle cadastrée section BA n°123 d'une contenance de 3 800 m² sur la commune de Chamrousse.

Le périmètre est détaillé en annexe 1.

Article 7. Organisation des acquisitions

Aucune acquisition ne pourrait être effectuée par l'epfl du Dauphiné avant que la présente convention soit exécutoire, à l'exception d'acquisitions menées préalablement soit au titre d'une précédente convention à laquelle la présente fait suite ou soit au titre d'une préemption.

A partir du moment où la présente convention est exécutoire, les acquisitions par voie amiable se feront sur simple décision du directeur de l'epfl du Dauphiné.

Calendrier des acquisitions

L'acquisition des biens est prévue sur une **durée de 2 à 3 ans**, à compter de la signature de la présente convention. Si au bout de 3 ans, l'objectif des 20 logements n'est pas atteint, la phase de maîtrise d'œuvre sera arrêtée. Le constat du nombre de logements à transformer sera alors partagé avec la collectivité et le programme de travaux adapté en conséquence.

Modalités d'acquisition

Dans le cadre des acquisitions, l'epfl du Dauphiné s'engage à respecter les textes en vigueur en matière de consultation préalable des services de l'Etat (pôle d'évaluation de la DDFIP 38, ex France Domaines). Seul l'epfl est habilité à saisir les services concernés.

Par principe, l'epfl acquiert des biens libérés de toute occupation.

Par exception, l'epfl peut acquérir des biens faisant l'objet d'une occupation à usage d'habitation, commercial ou professionnel. Dans ce cas, les parties prévoient de se rencontrer pour déterminer leurs responsabilités respectives en matière de transfert provisoire ou définitif ou d'éviction des occupants.

Lorsque l'epfl du Dauphiné acquiert des biens en vertu de la présente convention, il est habilité à mettre en œuvre les différents modes d'acquisition suivant :

1. Acquisitions amiables

A l'aune du programme d'acquisitions susmentionné, l'epfl du Dauphiné s'engage à mener un processus de négociations amiables à compter de la date exécutoire de la présente convention. Un rendu compte sera présenté trimestriellement à l'ensemble des parties.

Dans ce cas, l'epfl du Dauphiné procède aux négociations avec les propriétaires et le cas échéant, avec les professionnels concernés, en vue notamment de la mise au point des promesses de vente et des actes de toutes natures, nécessaires à la réalisation des acquisitions amiables.

2. Exercice du droit de préemption, du droit de priorité et mise en demeure d'acquérir

En sa qualité d'établissement public, l'epfl du Dauphiné peut exercer des prérogatives de puissance publique pour acquérir des biens immobiliers.

Pour la bonne exécution de la présente convention, la collectivité compétente s'engage à transmettre à l'epfl du Dauphiné toute décision de délégation du droit de préemption, qu'elle soit à portée générale à l'intérieur du périmètre ou prise au cas par cas en application de l'article L213-3 et L240-1 du code de l'urbanisme.

Ces délégations peuvent intervenir en début ou en cours d'exécution de la présente convention.

Dans tous les cas, la procédure de substitution de l'epfl du Dauphiné à la collectivité dans ses droits et / ou ses obligations est la suivante :

- Lors de la réception d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) ou d'une mise en demeure d'acquérir relative à des biens immobiliers inclus dans le périmètre d'intervention défini dans la présente convention, la collectivité peut adresser à l'epfl du Dauphiné, par écrit, une invitation motivée à acquérir (motifs de droit et de fait).
- A compter de la réception de l'invitation à acquérir, l'epfl dispose de quinze jours pour accepter ou refuser la demande de la collectivité. Le rejet de la demande de la collectivité sera écrit et motivé.

En cas d'acceptation, la collectivité s'engage à transmettre à l'epfl l'arrêté subséquent dans les meilleurs délais.

Article 8. Requalification foncière et immobilière

Conformément à l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'epfl du Dauphiné est compétent pour réaliser des travaux de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur des biens acquis, au sens de l'article L. 300-1 du même code. L'epfl du Dauphiné assure la passation des marchés publics de travaux en ses qualités de maître de l'ouvrage et de pouvoir adjudicateur, conformément au code des marchés publics.

Requalification immobilière

L'epfl réalisera les travaux de réhabilitation interne pour un montant prévisionnel d'environ 546 000 € TTC soit 1518 € TTC du m², comprenant :

MOE	ARCHITECTE / BE STRUCTURE / BE FLUIDES	3 587,20 €
LOT 1	GO / VRD	7 000,00 €
LOT 2	DOUBLAGE / CLOISONS / FAUX PLAFOND / PEINTURE	10 978,00 €
LOT 3	SOLS / CARRELAGE / FAÏENCES	2 394,00 €
LOT 4	MENUISERIE	5 900,00 €
LOT 5	LOTS TECHNIQUES	9 600,00 €
MONTANT TOTAL HT		39 459,20 €
TVA 20%		7 891,84 €
MONTANT TOTAL TTC		47 351,04 €
RATIO HT / M2		1 160,56 €

De plus, l'epfl du Dauphiné se réserve le droit d'effectuer tous travaux qu'il estime nécessaires en sa qualité de propriétaire responsable.

Il est convenu entre les parties que l'epfl du Dauphiné engagera les travaux de proto-aménagement dès que les conditions de réalisation de tels travaux seront réunies. Les travaux seront lancés lorsque la maîtrise foncière des 20 logements sera assurée.

Le programme de ces travaux sera établi en concertation avec la collectivité garante.

Dans la mesure où le coût des travaux à porter par l'EPFL serait supérieur à l'enveloppe provisionnée, l'engagement de travaux complémentaires ne pourra se faire que sur la base d'un courrier signé de la collectivité garante, validant le programme ainsi que le nouvel estimatif des travaux.

Article 9. Modalités de gestion transitoire

Dans le cadre des droits et obligations du propriétaire, l'epfl du Dauphiné s'engage à assumer les responsabilités et charges qui sont les siennes durant la période de portage.

Sur une période transitoire déterminée et de courte durée, l'epfl du Dauphiné s'autorisera la possibilité de mettre à disposition temporairement les biens acquis pour un usage transitoire après accord écrit de la collectivité garante.

Notamment, la commune pourra assurer à sa charge la gestion locative de ces biens, pour des locations de courte durée seulement, de sorte que les appartements soient libres au lancement des travaux.

La commune fera son affaire de l'abonnement EDF, des frais d'entretien et de toutes les charges engendrées par ces locations.

Les bénéfices associés resteraient au sein de la collectivité qui informera l'epfl. Un bilan chiffré des locations sera fourni à l'EPFL en fin de chaque saison.

En cas d'occupation(s) illicite(s), l'epfl du Dauphiné informera les signataires des démarches engagées.

TITRE IV. CESSIONS DES BIENS IMMOBILIERS

Article 10. Modalités de cession

En application de la présente convention, l'epfl s'engage à céder les biens immobiliers acquis, au fur et à mesure des besoins de la réalisation du projet. Dans tous les cas, ces cessions feront l'objet d'une demande écrite de la collectivité garante.

1. Cession à l'un des signataires de la convention opérationnelle

La cession des biens détenus par l'epfl pourra se réaliser au profit de l'un des signataires de la convention opérationnelle, dès lors qu'il répond aux enjeux et intentions du projet.

2. Cession directe à un ou des tiers

La cession auprès d'un ou de tiers désigné (s) par la collectivité garante est la modalité, qui sera privilégiée.

Les parties s'engagent à respecter les règles de transparence en matière de cession des biens et à se conformer aux dispositions légales en vigueur.

Ainsi, le choix de (des) acquéreur(s) devra pouvoir s'appuyer sur un processus ouvert et argumenté de sélection (appel à projet, appel à manifestation d'intérêt, publication en agence immobilière, etc...), afin de retenir l'offre foncière la mieux disante (en prix en en qualité) pour la réalisation dudit projet.

3. Garantie de rachat par la collectivité garante du portage, au terme de la convention

Si des biens n'ont pu être préalablement cédés, tel que prévu ci-dessus, la collectivité garante a vocation à devenir propriétaire et à assurer le rachat des biens acquis par l'epfl du Dauphiné pour son compte avant le terme de la présente convention.

Article 11. Bilan d'opération

Le bilan d'opération des biens portés par l'epfl du Dauphiné sera établi à la date de cession. Il permet de définir les modalités de sorties de portage, sur la base de l'ensemble des dépenses et recettes liées à l'opération.

Prix de revient :

Le prix de revient comprend l'ensemble des dépenses effectuées consenties par l'epfl du Dauphiné dans le cadre de l'opération :

- Prix d'acquisition,

- Coûts liés aux procédures d'acquisition (frais d'actes, notaire, opérateur foncier, géomètre, contentieux, etc.),
- Coûts de portage (impôts locaux, assurance, entretien),
- Montant de la TVA.

Et éventuellement, complété des dépenses suivantes :

- Coûts de maîtrise d'œuvre et de travaux liés aux travaux de proto-aménagement (démolition, dépollution, nettoyage, protection...) ou de requalification immobilière,
- Coûts particuliers de surveillance et de protection,
- Coûts d'études préliminaires.

Et éventuellement, réduit par les recettes suivantes :

- Loyers perçus,
- Subventions, etc...

Prix de Cession :

Le prix de cession est établi en cohérence avec le prix de marché et dépend également du processus de sélection de l'acquéreur (appel à projet, vente via agence, vente à aménageur.).

La cession sera soumise à l'avis du pôle évaluations de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Isère.

Si la cession est effectuée à un prix inférieur au prix de revient, ce choix devra s'appuyer sur un argumentaire explicite : offre mieux disante retenue à la suite de processus de sélection concurrentiel, bilan d'opération détaillé produit par le bailleur social désigné pour l'opération...

Si la cession est effectuée à une collectivité, elle sera faite sur la base du prix de marché.

Solde du bilan d'opération :

A la cession, que ce soit à la collectivité garante ou à un tiers, le solde à devoir par la collectivité garante est établi de la manière suivante :

$$\text{Solde} = [\text{Prix de cession} + \text{annuités de fractionnement perçues}] - [\text{prix de revient constaté} - \text{minoration prise en charge par l'epfl du Dauphiné}]$$

→ Si le solde est négatif, la collectivité poursuit l'échéancier de paiement des annuités à concurrence du solde. La dernière annuité est ajustée si besoin en fonction de la réalité du prix de revient.

→ Si le solde est positif : L'epfl du Dauphiné rembourse à la collectivité le trop-perçu l'année après la cession du dernier des biens acquis.

La minoration est précisée à l'article suivant.

Régime fiscal TVA :

Le régime fiscal de la cession au regard de la TVA sera appliqué en tenant compte de : la nature du bien acquis par l'Epfl du Dauphiné, de la nature du bien cédé, du régime fiscal de l'acquisition (qui diffère selon que l'acquéreur est un opérateur social ou non, une collectivité, un particulier).

L'epfl a choisi d'opter pour un régime de TVA sur l'ensemble des cession pratiquées, dans le respect de la réglementation en vigueur, et même si elles peuvent bénéficier d'un régime d'exception.

Les seules dérogations envisageables concernent des portages avec absence de travaux ou frais de portage soumis à TVA, et doivent expressément demandées en amont de la cession.

Article 12. Minoration foncière

S'il est constaté que le prix de cession est inférieur au prix de revient, l'epfl pourra participer financièrement à la prise en charge du déficit foncier.

La minoration consentie par le conseil d'administration de l'epfl lors de la cession d'un bien immobilier à un porteur de projet doit nécessairement être financée en majeure partie par la collectivité garante qui verse sa quote-part de participation soit à l'EPFL, soit directement au porteur de projet.

Ainsi, l'epfl pourra participer financièrement à une hauteur maximum de 49% du déficit foncier constaté dans la limite de 10% du prix de revient. Cette participation, appelée minoration, consiste en une réduction du reste à charge pour les collectivités.

Pour les opérations multiproduits, la minoration sera déterminée au prorata du prix de revient des surfaces des projets éligibles.

Dans le cadre d'un projet d'aménagement réalisé en régie ou via un aménageur désigné par la collectivité garante, la minoration sera consentie sous réserve que l'opération d'aménagement soit déficitaire.

Article 13. Paiement fractionné et échelonné

Selon le type de portage choisi dit « complexe », il est mis en place un échancier de paiement afin d'étaler l'effort que représente, pour les finances de la collectivité garante, la prise en charge éventuelle d'une partie du risque associé à l'opération ou du rachat du bien.

Le paiement fractionné correspond au paiement avant la fin de portage d'une partie du prix de revient et/ou du reste à charge pour la collectivité.

En l'espèce, si en année 5, les cessions n'ont pas eu lieu, la collectivité garante s'engage à fractionner le prix de revient sur les exercices 2031 à 2035 inclus. Le montant de chaque annuité est de 261 608 € HT. La dernière annuité sera ajustée en fonction du bilan définitif de l'opération de portage foncier, à la cession effective du bien. Le paiement fractionné ne peut en effet être supérieur au prix de revient réel.

TITRE V. AUTRES MODALITES

Article 14. Suivi de l'opération

Les parties conviennent, par le biais d'un Comité de Pilotage constitué de représentants de chacune d'elles, de se réunir au moins une fois par an afin de dresser le bilan et l'état d'avancement de la coopération.

Article 15. Résiliation anticipée

Modalités de résiliation

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Elle peut également être résiliée pour un motif légitime par l'une des parties, moyennant un délai de prévenance de 3 mois.

Il est dès à présent convenu que la modification de la destination des biens prévus à l'Article 6 de la présente convention rendant l'intervention de l'epfl non conforme avec ses compétences légales et statutaires, est un motif légitime de dénonciation à l'initiative de l'epfl du Dauphiné.

Effets de la résiliation

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des missions effectuées par l'epfl. Ce constat fera l'objet d'un procès-verbal, indiquant notamment le délai dans lequel l'epfl s'engage à remettre à la collectivité garante l'ensemble des pièces du dossier issu l'inventaire dressé à cette occasion.

La collectivité garante est tenue de rembourser les dépenses et frais acquittés par l'epfl du Dauphiné dans les 6 mois suivant la décision de résiliation de la convention.

La résiliation emporte de plein droit :

- Résiliation à l'initiative de la commune sur le territoire de laquelle l'opération est portée :

Remboursement, dans les 6 mois suivant la décision de résiliation de la convention, des dépenses et frais acquittés par l'epfl par la commune.

- Résiliation à l'initiative de la collectivité garante ou de l'epfl :

Cession des biens à collectivité garante dans un délai maximal de 6 mois. Un bilan de portage (dépenses-recettes) sera transmis sous un délai d'1 mois à la collectivité garante.

Article 16. Litiges

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. A défaut, si aucun accord ne peut être trouvé, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Grenoble, à l'initiative de la partie diligente, suivant la production à l'autre partie d'une mise en demeure restée infructueuse au terme d'un délai de 30 jours ouvrés (le cachet de la poste figurant sur l'accusé de réception, faisant foi).

TITRE VI. ANNEXES

- Plan de l'opération
- Bilan prévisionnel

Fait en X exemplaires

A Grenoble, le

Pour la commune

Pour l'EPCI

Pour l'epfl du Dauphiné

Le Maire

Le Président

Le Directeur Général
Vincent REMY

Annexe 1 :



Dépenses supportées par l'epfld	Bilan actualisé	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	Total
Coût études amont	0 €	2 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 000 €
Etude(s) capacité		2 000 €										2 000 €
Etude(s) urbaine(s)												0 €
Autres études												0 €
Coût acquisition	0 €	222 480 €	222 480 €	296 640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	741 600 €
Prix d'acquisition		216 000 €	216 000 €	288 000 €								720 000 €
Frais d'acquisition	0 €	6 480 €	6 480 €	8 640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 600 €
Coût de portage	0 €	11 280 €	22 560 €	37 600 €	37 600 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	109 040 €
Frais de géomètre												0 €
Frais de gestion patrimoniale												0 €
Frais de copropriété		4 800 €	9 600 €	16 000 €	16 000 €							46 400 €
Indemnités éviction												0 €
Taxe foncière & impots		3 960 €	7 920 €	13 200 €	13 200 €							38 280 €
Consommation fluides												0 €
Frais de contentieux												0 €
Sécurisation		2 520 €	5 040 €	8 400 €	8 400 €							24 360 €
Divers services extérieurs												0 €
Assurance		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Etudes ingénierie foncière												0 €
Coût proto-aménagement					455 400 €							455 400 €
Coût de revente												0 €
Total dépenses HT	0 €	235 760 €	245 040 €	334 240 €	493 000 €		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 308 040 €

Recettes perçues (hors paiement fractionné)	Bilan actualisé	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	Total
Participation fonctionnement epfld												0 €
Subvention acquisition												0 €
Subvention travaux												0 €
Recettes divers (remb trop perçu, etc.)												0 €
Loyers			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Sous-total recettes intégrées au coût de revient	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 080 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Produit de cession												1 080 000 €
garantie de rachat collectivité garante							261 608 €	261 608 €	261 608 €	261 608 €	261 608 €	
Total recettes HT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 080 000 €						1 080 000 €

Coût de revient HT	0 €	235 760 €	245 040 €	334 240 €	493 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 308 040 €
---------------------------	------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	--------------------

Bilan dépenses recettes HT	0 €	-235 760 €	-245 040 €	-334 240 €	-493 000 €	1 080 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-228 040 €
-----------------------------------	------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------	--------------------	------------	------------	------------	------------	------------	-------------------

déficit prévisionnel	228 040 €
Minoration epfl	111 740 €
49% du déficit	111 740 €
10% du prix de revient	130 804 €
déficit résiduel pris en charge par collectivité garante	116 300 €